

ÉTIQUETTE
D'IDENTIFICATION

À compléter par le candidat

battre le cache qu'en présence d'un membre de la commission de surveillance

Concours externe - interne - professionnel - ou examen professionnel (*)

Rayer les mentions inutiles

Pour l'emploi de : Agent administratifÉpreuve n° :

Matière :

Date : 03/10/2017Nombre d'intercalaires supplémentaires :

À L'ATTENTION DU CANDIDAT

En dehors de la zone d'identification rabattable, les copies doivent être
totalement anonymes et ne comporter aucun élément d'identification tel
que nom, prénom, signature, paraphe, localisation, initiale, numéro, ou toute
autre indication même fictive étrangère au traitement du sujet.

Il est demandé aux candidats d'écrire et de souligner si nécessaire au
stylo bille, plume ou feutre, de couleur noire ou bleue uniquement.
Toute autre couleur pourrait être considérée comme un signe distinctif par le
jury, auquel cas la note de zéro serait attribuée. De même, l'utilisation
d'un crayon surligneur est interdite.

Les étiquettes d'identification codées à barres, destinées à permettre à
l'administration d'identifier votre copie, ne doivent être détachées et collées
dans les deux cadres prévus à cet effet qu'en présence d'un membre de la
commission de surveillance.

le salarié de l'auto-entreprise
contrairement à l'autre statut
il doit respecter des horaires
minutés précis, il doit utiliser les
procédures de l'entreprise
il est sujet à une absence
car l'entreprise exerce une
sur lui
se, l'auto-entreprise doit
prendre des initiatives, ses
travaux ne sont pas imposés par

Si l'auto-entreprise n'est
libérée de l'impôt sur le
chiffre d'affaires ou les recettes,
l'impôt fiscal.

inscrite sur sa déclaration
sa CA diminuée d'un
de son activité comme suit :
achat-revente ou de fournitures
71% du chiffre d'affaires
d'achat-revente relevant
1% du CA et 36% du CA pour les BNC
et ajouté aux autres revenus
à un barème progressif qui
imposition applicable aux

prélèvement libératoire
les revenus de l'année N-2
calculés en fonction du
soit 26791€ pour une
une application en 2017)

I. 1. Le lien de subordination distingue le salarié de l'auto-entrepreneur. En effet, contrairement à l'autre statut un salarié doit respecter des horaires et un planning précis, il doit utiliser les outils et respecter les procédures de l'entreprise. Le salarié est sujet à une absence d'autonomie car l'entreprise exerce une autorité sur lui.

A l'inverse, l'auto-entrepreneur doit pouvoir prendre des initiatives, ses horaires et lieux de travail ne sont pas imposés par l'entreprise.

I. 2. Si l'auto-entrepreneur n'opte pas pour le versement libératoire de l'impôt sur le revenu calculé sur le chiffre d'affaires ou les recettes, il sera soumis au Micro-fiscal.

Dans ce cas, il doit inscrire sur sa déclaration annuelle des revenus son CA diminué d'un abattement dépendant de son activité comme suit :

Pour les activités d'achat-revente ou de fournitures de logement ça sera 71% du chiffre d'affaire. Pour les autres activités d'achat-revente relevant des BIC ça sera 50% du CA et 36% du CA pour les BNC.

L'abattement est alors ajouté aux autres revenus avant d'être soumis à un barème progressif qui définit le taux d'imposition applicable aux revenus perçus.

Pour bénéficier du prélèvement libératoire il ne faut pas que les revenus de l'année N-2 dépassent un plafond calculé en fonction du quotient familial (soit 26791€ pour une personne seule pour une application en 2017).

I.3 : on définit l'auto-entrepreneur "économiquement active" par la déclaration d'un Chiffre d'Affaire.

Parmi les auto-entrepreneurs qui ont déclaré un CA, c'est le secteur des transports qui a le plus progressé au 2^{ème} trimestre 2015 avec +124% suivi par la santé (+18%), les activités sportives (+16%) et le nettoyage (+12%).

Avec la loi Piel du 18 juin 2014, le dispositif de radiation d'office ne survient désormais qu'au 31 décembre qui suit 2 années consécutives sans CA alors que celle-ci était prononcée auparavant lorsque l'auto-entrepreneur déclarait un CA nul pendant 24 mois ou 8 trimestres consécutifs.

I.4 : Les secteurs d'activités les plus lucratifs sont les activités immobilières, les activités juridiques, le BTP "travaux de finition" et "autres", le commerce de gros ainsi que le commerce de détail alimentaire hors articles de bouche.

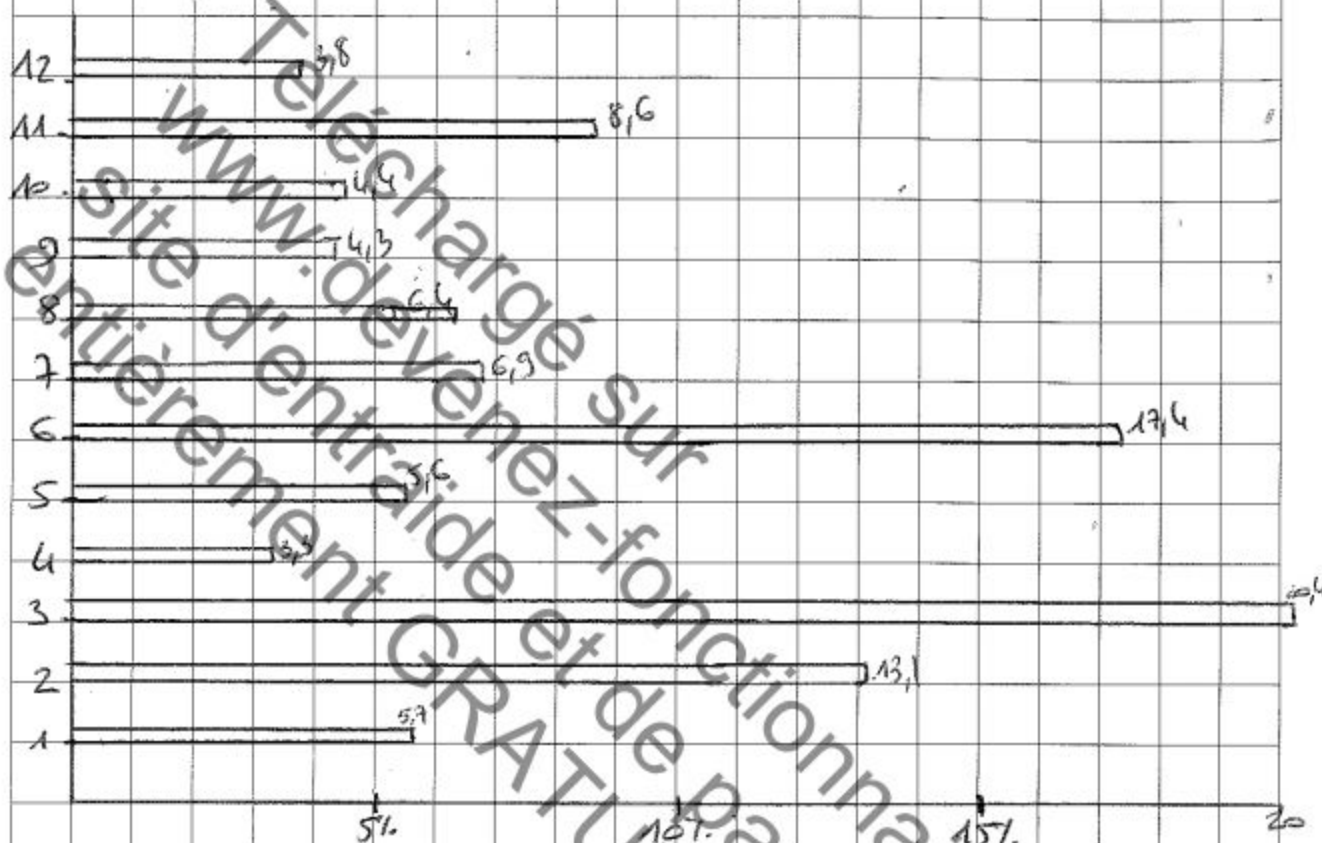
Néanmoins on constate que les auto-entrepreneurs sont plus nombreux dans des domaines moins rémunérateurs comme les secteurs des arts, spectacles et activités récréatives, de la coiffure et des soins du corps, de la santé ainsi que les activités sportives.

II.1. Sachant que le seuil maximal du CA pour le secteur des activités commerciales est de 82200€ hors taxes, si une personne crée son activité dans ce secteur au 1^{er} avril de l'année N et compte réaliser un CA de 58000€ hors taxes au titre de l'année N elle peut opter pour le statut d'auto-entrepreneur. Car du 1^{er} Avril au 31 décembre de l'année N on compte 270 jours d'activité, après calcul on

arrive à, en seuil de 60805€ donc après
calcul au prorata toujours du temps d'existence
son CA de 58000€ ne dépasse pas le seuil de CA

$$\frac{270 \times 82200}{365} = 60805,679$$

II 2.



1. Industrie
2. Construction
3. Commerce
4. Hébergement
5. Informations
6. Activités spécialisées
7. Activités de services
8. Enseignement
9. Santé humaine
10. Arts
11. Autres activités
12. Transport

II 3.1. Sur la base de 283500 micro-entreprises ayant été immatriculées en 2014, 18164 micro-entreprises ont été créées dans le secteur de l'enseignement

$$\frac{6,4}{100} \times 283500 = 18164.$$

II 3.2. Dans le secteur d'activité de l'enseignement, la part d'immatriculation au 1^{er} semestre 2014 est plus importante qu'au 1^{er} semestre 2010. En effet on est à 6,4% en 2014 contre 5,5% en 2010

II 3.3

Site d'entraide et de partage
entièrement GRATUIT
chargé sur
devenez-fonctionnaire.fr

III Le régime de l'auto-entrepreneuriat présente des avantages et des inconvénients comme tous régimes, nous verrons dans un premier temps les inconvénients puis les avantages de ce régime et nous pourrions conclure sur une possible réponse aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage.

Parmi les points faibles de ce régime pour les auto-entrepreneurs on peut citer le manque de couverture sociale, la difficulté d'obtenir un prêt bancaire, l'incertitude de savoir combien exactement vous gagnerez à la fin du mois, la difficulté de louer un logement, ou encore la difficulté d'ouvrir un compte bancaire.

On peut aussi citer la complexité du calcul des seuils de Chiffre d'Affaire, car si vous calculez mal vous ne serez pas forcément dans la fiscalité adoptée, en effet pour bénéficier d'abattement du régime ~~micro-fiscal~~ "versement libératoire" il ne faut pas dépasser un plafond calculé en fonction du quotient familial.

Toutefois l'auto-entrepreneur bénéficie d'une liberté d'action que ne connaîtra jamais un salarié.

En effet, il est libre de choisir ses horaires et son lieu de travail, il peut prendre des initiatives, il n'est pas subordonné à l'autorité d'une entreprise.

De plus le statut d'auto-entrepreneur est reconnu dans la société, elle donne une image positive de la personne qui essaie de surmonter les difficultés d'un quotidien face au chômage.

L'auto-entrepreneuriat peut

apporter une réponse aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage par sa facilité de création.

Au lieu d'être rattaché à une entreprise qui sont de plus en plus frileuses à octroyer des CDI, les personnes souhaitant travailler devraient se lancer d'avantage dans cette manière de travailler à son compte, ce permettrait de diminuer le taux de chômage.

Les vraies réponses aux problématiques actuelles de lutte contre le chômage ne doivent pas venir d'avantage de l'Etat afin d'offrir une perméabilité dans le marché du travail.

venez sur
entraide et de partage
GRATUIT